
LE POINT DU JOUR,

OU

RÉSULTAT de ce qui s'est passé la veille
à l'Assemblée Nationale.

Nº. LXXI.

Du Vendredi 4 Septembre 1789.

Séance de Mercredi soir.

UN des meilleurs moyens que peut employer l'assemblée nationale pour déployer ses forces & ses lumières, presque en même temps sur les innombrables objets de l'administration & de la législation d'un vaste royaume, vieilli sous l'empire des abus de tous les genres, est sans doute d'établir différens comités pour chaque partie. Dans le nombre de ces comités, on verra avec plaisir celui dont M. Marguerittes vient de proposer l'établissement, & qui réunit les deux arts nourriciers de l'état, trop négligés, trop peu honorés, & sur-tout trop accablés de privilèges exclusifs & d'impôts arbitraires. Il y a plus d'un mois que M. Roussillon avoit réclamé cet établissement; & peut-être ces deux objets importants avoient-ils mérité chacun un comité particulier.

M. le baron de Marguerittes, après avoir exposé la nécessité de soutenir & d'encourager les manufactures & les fabriques nationales, dont la prospérité est intimement

Tome II.

H h

liée à celle de l'agriculture , a proposé la motion suivante , qui a été adoptée par l'assemblée.

Etablir un comité d'agriculture & de commerce, composé d'un membre de chaque généralité, chargé de se procurer, de recevoir & de rassembler tous les renseignemens relatifs à l'agriculture & au commerce, pour en rendre compte à l'assemblée nationale lorsque la constitution sera achevée.

Les généralités s'occupent, dans ce moment, de la nomination des membres de ce comité.

Séance d'hier & suite des débats sur la sanction royale.

Un de MM. les secrétaires a fait mention des adresses des sénéchaussées de Périgueux & de Bergerac, de Longchamps en Poitou, de Lorges, de Compiègne, de Metz & de plusieurs autres villes, de la renonciation de M. de Villeneuve à sa baronnie de Languedoc, & de l'adresse d'adhésion à l'arrêté du 4 août, des deux tribunaux de la Basse-Marche, qui offre de rendre la justice gratuite.

La sanction royale & le veto présentent une matière si vaste, & tiennent à des intérêts si opposés, qu'il étoit bien difficile d'épuiser le sujet dans deux séances : elles ont suffi cependant pour jeter les grandes masses & proposer les opinions diverses qui se présentent le plus naturellement, car il y en a encore à proposer : ce sont même les plus simples, tant il est vrai qu'on n'arrive communément aux idées les plus naturelles, qu'après s'être égaré long-temps dans les plus compliquées. Nous devons aux deux séances dernières des nouveautés piquantes ; nous devons à celle-ci des développemens précieux. Les meilleurs, sans contredit, ont été favorables au veto purement *suspensif* ; le veto absolu n'en a eu que de foibles en logi-

que L'éloquence de M. l'abbé Mauri a été sa dernière ressource, & néanmoins il paroît avoir expiré sur ses lèvres.

M. Feidel a insisté long-temps sur les mandats impératifs, sur l'opinion qu'avoient les communes dans une adresse au roi, votée le 17 juin, & sur ce qu'on alloit chercher des principes dans les constitutions américaines pour les appliquer à la constitution française, dont il ne falloit que corriger les abus. Il vouloit la balance & la surveillance des pouvoirs. Il trouvoit dans la sanction absolue le terme des abus & des malheurs, croyant que cette puissance du pouvoir exécutif ne pourra pas devenir assez puissante pour usurper l'autre partie, & qu'elle seroit la sauve-garde de la liberté avec la responsabilité des ministres : la force militaire devenue nationale, la magistrature élective à l'avenir, il fera de l'intérêt du roi de faire de bonnes loix. Mais pour se fixer à de tels moyens, il faut oublier les faits historiques de toutes les nations, & croire que les cours peuvent changer de principes ou de besoins.

C'est ce que pensoit M. l'Epau, en disant que si le monarque avoit un *veto* indéfini sur les loix, il anéantiroit la souveraineté de la nation. C'est, disoit-il, le comble de l'absurdité, de dire que la volonté d'un seul équivaut celle d'une nation. En augmentant les forces du pouvoir exécutif, c'est en donner au despotisme; le *veto* ne peut être que *suspensif* dans la théorie comme dans la pratique. S'il étoit indéfini sur les loix, il anéantiroit la souveraineté de la nation. Le refus de l'impôt ne remédieroit point au mal. Un ministre adroit & économe s'en passeroit quelque temps. . . . Point de comparaison entre la France & l'Angleterre. Les forces des Anglois sont au dehors; les nôtres sont au dedans. Quand les Anglois firent leur constitution, l'Europe étoit barbare. Qu'on ne nous oppose pas les *cahiers*; ils furent

l'édigés lorsqu'à peine nous sortions de la servitude, & l'esprit public n'avoit pu se former. Il faut faire ce que les lumières & l'établissement de la liberté nous prescrivent; on est le maître de restituer des droits exorbitans; on ne l'est pas pour reprendre des droits perdus.

M. Barnave, en prenant la liberté du peuple & la tranquillité publique dans le *veto suspensif*, exposoit sans détours des principes de la plus grande énergie. Il disoit que les mandats n'étoient qu'instructifs sur la constitution, que d'ailleurs ils n'avoient pu déterminer ni la nature ni l'étendue de la sanction; & que l'emprunt avoit été accordé pour le salut de l'état, malgré les mandats impératifs & unanimes.

Il regardoit la constitution de l'Angleterre comme une négociation entre les pouvoirs; il pensoit que notre situation politique étant différente, il ne falloit plus négocier qu'avec l'intérêt public; une constitution qui ne seroit pas juste seroit impossible à exécuter.

Il paroissoit peu inquiet du pouvoir exécutif, qui sauroit bien se défendre avec 150 mille hommes. La législation est une raison générale & non une force; pourquoi donner à la raison d'un seul homme plus de force qu'à la nation? les rois & les représentans du peuple français ne sont que ses délégués. Si les uns ou les autres altèrent la constitution, on doit en appeller au peuple, qui est le seul juge suprême.

Cherchant ensuite le moyen de faire exercer par le peuple son pouvoir d'une manière tranquille, il adoptoit la modification faite par M. de Baumès à l'opinion de M. de Mirabeau, sur la dissolution de l'assemblée en cas de *veto*, c'est-à-dire qu'en attendant que les pouvoirs des représentans fussent expirés, la loi seroit suspendue. M. Barnave faisoit une exception pour les loix, dont la promulgation

exigeoit de la célérité ; & c'est pour celles-là que M. Lépau demandoit une exécution provisoire.

Il est contraire à la dignité du trône , disoit-il le premier , de le soumettre à un contentement forcé. En suivant le principe contraire , il en conservera une *impartialité* honorable.

A la première législature , le roi dira aux représentans : *J'ignore si ce que vous me portez est l'expression de la volonté générale.* — A la deuxième législature il dira , puisque vous m'apportez le vœu de la nation , *je le ferai examiner.* Voilà la sûreté du trône , l'éternité de la constitution , & l'ascendant du roi sur sa nation , car il n'est rien de si beau qu'un roi qui la contente.

Le *veto absolu* au contraire , met sans cesse le roi & la nation dans un état de guerre. Vous verriez toujours le peuple en insurrection , & le royaume toujours menacé de l'anarchie ; il ne faudroit qu'un Richelieu au ministère.

M. Target , après avoir envisagé le *veto* sous le double rapport de la théorie & de la pratique , après avoir distingué la volonté générale exprimée par la nation , de celle exprimée par les représentans , vantoit l'opinion publique qui domine la force même ; il s'ensuit , disoit-il , qu'il n'y a d'abord aucun *veto* contre la nation qui veut se constituer , & que le *veto* royal ne peut jamais être absolu ; il tombe en présence d'une volonté exprimée par la nation. Il est de la nature du *veto* royal de n'être que *suspensif* pour la nation , mais *absolu* pour les représentans. Quoique cette distinction ait été applaudie , il nous semble que le *veto* toujours relatif à la loi , ne peut jamais l'être à la personne des législateurs , & qu'ainsi tout *veto* ne peut être que *suspensif*.

Sans ce *veto* le corps législatif pourroit se perpétuer , ajoutoit M. Target ; rien ne pourroit arrêter les projets d'usurpation ; il écraseroit le pouvoir exécutif. Le chef-d'œuvre de la sa-

gesse est de se créer à soi-même des obstacles ; la liberté est comme toutes les choses humaines , sujette à s'altérer & à devenir un mal. La nation placée entre ses représentans électifs & son représentant héréditaire , se décidera. La permanence nous donnera la paix sans servitude & la liberté sans orages. Les peuples seront libres , heureux & paisibles. Cet art n'a jamais livré ses secrets à l'enthousiasme , à la prévention , ni à la méfiance ».

La sanction royale est l'acte par lequel le roi déclare , que tel décret est un acte émané de la législature , disoit M. l'abbé Grégoire ; *vous ne pouvez* adopter le *veto* absolu avec lequel il n'est plus de liberté , le roi seroit juge & partie ; vous ne pouvez pas lier les générations futures , vous compromettriez vos commettans. Le *veto* ne peut être suspensif que d'une assemblée à l'autre ; *vous ne le devez pas* , ce seroit donner le droit d'empêcher une chose utile. Les rois foibles seront dominés , les rois à grandes vues en abuseront , & les ministres vous remettront sous l'esclavage. L'insurrection seroit un malheur à opposer à un malheur ; enfin , l'intérêt même du roi ne réclame qu'un *veto* seulement *suspensif* , l'appel au peuple.

M. Crenière , dont la logique est pressante & concise *a repris les débats*. Il pensoit que des *veto* réciproques pourroient être un bien ; mais qu'un *veto* unique donneroit plus de pouvoir au roi contre la nation que contre un particulier. « Qu'est-ce qu'une législature d'un peuple qui décrète , disoit-il , & d'un roi qui ne veut pas ? D'un peuple qui agit & d'un roi qui empêche ? »

La responsabilité est un moyen insuffisant , ne pouvant déterminer comment on rendroit responsable le ministre pour un *veto* mis par le roi. « Après avoir refuté les divers systèmes sur le *veto* , M. Crenière se résuinoit , en disant ,

que si le pouvoir législatif étoit organisé de manière que chacun concourût à la loi , le *veto* étoit absurde & la sanction une simple formalité ; mais que si le corps législatif étoit composé de représentans , il réclamoit un *veto* individuel pour chaque citoyen français.

M. Goupille trouvoit dans la sagesse des loix romaines une définition juste de la sanction , qui doit avoir deux caractères constitutionnels , celui de la solemnité pour ne pas confondre les fruits de l'imposture avec les décrets du corps législatif ; & celui d'être muni d'un diplôme authentique & du sceau royal ; il pensoit que l'on étoit envoyé pour raffermir une constitution & non pour en faire une nouvelle , & que l'établissement de la sanction étoit un devoir à remplir envers les commettans ; il trouvoit aussi dans la permanence un grand préservatif contre l'influence royale ; le *veto* n'étant qu'un délai qui donne aux passions le temps de se calmer , il a proposé un projet d'arrêté sur la sanction.

M. le baron de Jessé ne connoissant pas de *veto* absolu , adoptoit le *veto suspensif* , qui rappelle également la réclamation du peuple. Sous ce rapport , il regardoit comme l'égide de la liberté politique & comme une institution salutaire , formant une barrière contre la précipitation & l'erreur inséparable de toutes les assemblées. Il réfutoit ensuite les objections faites contre la dissolution de l'assemblée après le *veto*. La constitution & la législation établies , disoit-il , & une marche régulière étant introduite dans toutes les parties du gouvernement , cette dissolution de la législature dans certains cas ayant été prévue & ordonnée par la loi , je ne vois là qu'un moyen doux , régulier & politique , une espèce d'ostracisme qui , ne rendant pas raison de ses motifs , ne peut irriter ni humilier personne , ne détruit aucun pouvoir nécessaire ; mais le change & fait de cette dissolu-

tion si terrible est une simple vacance entre deux sessions.

M. le chevalier de Lameth, adoptant le *veto suspensif*, disoit, que le roi avoit le droit de se refuser d'obéir aux volontés des représentans qui sont comme lui, les délégués de la nation ; mais qu'il étoit beau de céder à la volonté générale. Après avoir montré plusieurs considérations qui font croire qu'une mutuelle circonspection de la part des deux pouvoirs les maintiendrait dans des justes bornes, il répondoit à ceux qui nous opposent le *veto royal* de la constitution angloise, qu'elle n'étoit pas la meilleure possible, & que nous avions sur les Anglois, l'avantage de pouvoir en ordonner à la fois toutes les parties, sans composer comme eux avec les préjugés dans l'organisation de leur législation.

M. le Roi disoit au contraire que le monarque étant le chef suprême, ne dépendoit que de la loi, & qu'il étoit partie intégrante de la législation ; que le *veto suspensif* est une chimère ou une cause de désordre ; que l'appel au peuple est une arme dangereuse qui, dans les mains du gouvernement, pouvoit le mener au despotisme, & toujours à une funeste insurrection ; que les provinces seroient divisées, que le gouvernement se ralliant à la minorité, pourroit augmenter les divisions ; que le caractère national étant vif & léger, ne pourroit se garantir lui-même, & que plus un chef étoit puissant, plus la nation étoit grande. Il concluoit pour le *veto absolu*.

Montesquieu avertit les Anglois de conserver soigneusement leur constitution, s'ils veulent être libres, parce qu'ils ont détruit tous les pouvoirs intermédiaires. Cette observation n'a pas échappé à M. de Castellane, lorsqu'il a fait sentir la nécessité d'un *veto suspensif*, dans un moment où nous avons détruit tous les privilèges des provinces, des corps, des villes, ces antiques abus qui servoient

cependant de digne contre le despotisme. « Aujourd'hui disoit-il, il n'y auroit plus d'obstacle contre le pouvoir arbitraire; l'égalité des citoyens ne serviroit plus qu'à l'égalité d'oppression, & le *veto* royal ne seroit plus que le *veto* ministériel. »

Après avoir observé que si les Anglois étoient un objet d'admiration, ce n'étoit pas par leur double *veto* & leur magistrature héréditaire; mais bien par leur esprit public, leur amour pour la liberté, & leur habitude de vivre sous l'empire de la loi. M. de Castellane a adopté le *veto suspensif*, tel qu'il étoit proposé par MM. de Baumés & Barnave.

M. l'abbé Maury a été un des plus éloquens défenseurs du *veto absolu*; & s'il suffisoit pour l'établir, de posséder les talens de l'orateur, la question seroit décidée; il s'en faut pourtant qu'elle le soit encore.

L'orateur auroit pu s'en tenir au premier mot de sa longue définition, sanction; c'est confirmer, mais ce n'eût été que sèche dialectique, au lieu qu'il vouloit la rendre savante & pompeuse. Aussi a-t-il appelé au secours de sa définition les annales de Tacite, & la pragmatique sanction de S. Louis & de Charles VII, & le style des juriconsultes, & le langage du droit public, & celui de l'ancienne Rome, après quatre cents ans d'esclavage, & les motions des tribuns & des consuls, qui s'appelloient, *legem ferre*, & la proposition de la loi qu'on faisoit au peuple avec cette formule, *velitis, quiritibus*? & la sanction du peuple qui étoit exprimée par ces mots, *uti rogas*, ou son refus exprimé par le mot *antiquo*; c'est-à-dire, que rien ne soit innové. C'est par ces brillantes cascades que l'orateur est descendu à l'acception que nous donnons maintenant au droit royal, d'accorder ou de refuser la sanction aux loix nationales. La chute n'est pas heureuse, car c'est tomber de l'ancien *veto* du peuple romain, tout

pareil à l'ancien *veto* du peuple français, au *veto* royal imaginé depuis trois jours.

Les premières preuves que le *veto* absolu appartient au roi, ont été celles-ci : « C'est la prérogative royale de refuser ou d'accepter les décrets de l'assemblée nationale. Le roi est *co-législateur* de l'état ; sans lui, aucune loi ne doit entrer dans le code sacré de la nation. Le souverain est partie intégrante du corps législatif ; la volonté du chef doit être comptée. Concourir à la loi, n'est pas rivaliser avec le législateur : cette volonté, cette émulation de concours, c'est le *veto*.

Voilà précisément la thèse à prouver. Aussi l'orateur a-t-il ajouté qu'il étoit de la sagesse & de l'intérêt de la nation, qu'un *veto* absolu fût partie de la prérogative royale, qui est plutôt celle du peuple ; & aussi-tôt prenant cette allégation pour une preuve complete, il s'est occupé des moyens de prévenir les abus du *veto*.

Il a cru en voir de suffisans dans la *permanence* de l'assemblée & dans la *responsabilité* des ministres ; moyens déjà usés, & dont la faiblesse est reconnue.

A l'en croire, une assemblée périodique n'agiroit que par secousses, qui seroient funestes tantôt au roi, tantôt à la constitution, tantôt au peuple ; ceci est du moins nouveau, car la nation qui n'avoit pas élevé ses desirs jusqu'aux droits d'être constamment représentée, n'avoit pas cru du moins en demandant des états-généraux périodiques, nuire, par ces périodes, au roi, à la constitution & à elle-même ; elle s'étoit flattée bonnement du contraire.

» L'assemblée permanente sera, au contraire, de cela seul presque impeccable envers tous les pouvoirs & envers elle-même. Dans les cas rares, où elle pourra tomber dans l'erreur, il sera heureux que la prérogative royale du *veto* puisse l'arrêter. Quel corps, après tout, n'est pas

sujet à faire des fautes , & ne doit pas desirer un modérateur qui les empêche ». Ainsi parloit M. l'abbé Mauri, sans s'appercevoir qu'en le parodiant, un plaisant auroit pu lui répliquer : le roi comme permanent sera , sans doute, presque impeccable ; cependant, dans les cas rares , où son veto pourroit lui être inspiré par les erreurs ou les passions de ses entours , il seroit bien malheureux pour la nation d'être privée par la prérogative royale d'une loi nécessaire à sa liberté , à ses propriétés, où à son bonheur. Quel roi, après tout, n'est pas sujet à faire, en législation, par ses ministres, plus de fautes qu'une nation entière par ses représentans ? Quel roi ne devroit pas s'en rapporter à sa nation sur l'intérêt qu'elle auroit à réformer, par de nouveaux députés, le vice d'une loi décrétée par les précédens.

C'est une des ressources de l'éloquence, de fortifier le raisonnement par des exemples : elle a été mise en œuvre avec une espèce de luxe oratoire, & ce n'étoit pas sans besoin. Serrons ici les traits pour les faire tous entrer dans cette analyse.

La maxime qu'on a voulu établir par des exemples est celle-ci.

Quiconque, peuple ou roi, abuse de son autorité, la perd inévitablement.

Dix grandes révolutions sont venues au secours de cet axiome politique, quoiqu'il se suffisent à lui-même, & qu'il n'ait aucun besoin des annales du monde.

Les républiques grecques se sont perdues par un mauvais partage des pouvoirs.

La Suède, pour avoir voulu gêner l'autorité royale, a plus perdu de l'autorité qu'elle n'en avoit gagné par le conseil de régence.

La guerre ridicule de la Fronde a fini par mettre aux pieds de Louis XIV une nation honteuse de son insurrection, & disposée à lui tout accorder.

L'échaffaut de Charles premier fonda la puissance de son successeur.

Les Hollandois, en donnant trop d'entraves au Stadhouder, l'ont comme forcé d'usurper plus de puissance, & finissent par gémir sous une incurable aristocratie.

Le peuple Anglois, après une longue instabilité de gouvernement, & de continuelles mutations dans ses dynasties, a fait dans sa constitution, à son roi, une part raisonnable d'autorité & de puissance; dès-lors, il a fixé dans son île la paix & la liberté.

En conséquence, l'orateur a conjuré l'assemblée d'imiter en France le chef-d'œuvre de la constitution angloise, par conséquent, d'opter le *veto* royal absolu.

Ce dernier exemple seroit admirable, si les Anglais, fatigués de gênes où le *veto* royal met tous leurs bills, ne se repentoient pas de leur complaisance.

Tous les autres exemples en prouvant les dangers d'une trop grande restriction du pouvoir souverain, laissent à juger si c'est le trop restreindre que de lui refuser le *veto* absolu. Que répondroit l'orateur à mille autres exemples des malheurs qu'a causés aux nations une prérogative souveraine trop étendue? Le vice est dans les deux extrêmes sans doute, mais le *veto* est-il un excès dans la prérogative royale, ou bien la nation en le refusant, outre-t-elle son pouvoir législatif? c'est encore après tant d'exemples, la thèse à prouver & beaucoup d'éloquence perdue.

De l'histoire revenant à la politique, M. l'abbé Maury a voulu que la nation française s'alarmât des excès possibles de ses représentans, à l'exemple de *Hidias* qui s'effraya de son propre *Jupiter*. « Il est sage, a-t-il dit, de

poser des barrières au tour de nous, & de nous prémunir contre nos propres erreurs.

On le veut ; mais qui posera des barrières aux excès du *veto* royal ? Qui prémunira le monarque contre ses propres erreurs & celles de ses instigateurs innombrables ? Le *veto* royal, le dangereux *veto* ne doit-il pas être pour la nation qui l'aura donné, un sujet d'effroi pour elle, autant au moins que l'erreur de ses députés ? Si sa défiance commence une fois, où pourra-t-elle s'arrêter ? Ce seroit le progrès à l'infini.

Une mauvaise loi, continue l'orateur, arrêtée dans le cours d'un siècle, seroit un bienfait assez grand.

Le bienfait ne seroit pas moindre sans doute, si c'étoit un seul abus du *veto*, épargné dans le cours d'un siècle par le refus qu'auroit fait la nation, de ce droit dangereux.

Quoi qu'il en soit de tant de parallogismes, que s'en suivroit-il de la doctrine de M. l'abbé Mauri ? Rien de plus que l'utilité d'un *veto* suspensif. Cette espèce de *veto* répondroit à tous ses argumens, dissiperoit ses alarmes, préviendroit les malheurs politiques qu'il a vus dans une nation se gouvernant par ses propres lois. Sa conclusion néanmoins a été bien gratuitement le *veto* le plus absolu.

Ses transes sur les erreurs de l'assemblée auroient dû s'étendre sur les erreurs du *veto*, & finir par lui faire imaginer le *veto* de la loi, c'est-à-dire, un décret solennel & irréfragable, par lequel aucune des lois décrétées par une assemblée nationale, n'auroit force de loi définitive, que lorsque les assemblées élémentaires procédant à l'élection de nouveaux députés, l'auroient confirmée, à la majorité des cahiers, avec ou sans amendement.

Seroit-ce donner trop de pouvoir aux assemblées élémentaires ? C'est l'objection de M. Mauri, contre le *veto* suspensif. Il me semble entendre un mandataire tenir cet

étrange langage ; ne seroit - ce pas trop faire pour mon commettant , de lui soumettre l'usage que j'ai fait de ses pouvoirs ? L'orateur oublioit en ce moment que les assemblées élémentaires sont la nation , c'est - à - dire , le vrai législateur , l'unique source du pouvoir de ses députés , & qu'elles sont un commettant suprême , qui ne peut aliéner le droit de réformer l'abus qui auroit été fait de son mandat.

N'oublions pas , en finissant cet analyse , ce trait saillant de l'orateur : « Les hommes dans ce siècle éclairé ne doivent-ils pas se fier à la grande , à l'irrésistible puissance de l'opinion publique ? C'est la presse qui la forme ; cette presse est libre ; il n'y a plus de despote à craindre ; & le genre humain est sauvé ».

N'est-ce donc que pour l'assemblée nationale que l'opinion publique fera sans influence & sans empire , pendant qu'elle en aura même sur les rois ; Le genre humain est sauvé , dit-on , par l'opinion publique ; & d'où vient donc que , malgré l'opinion de l'Europe entière , on voit subsister encore l'empire ottoman , le sophi de Perse , tous les tyrans de l'Asie ? D'où vient qu'on voit le Danemarck conserver son despotisme , la Suède & la Hollande s'y replonger , l'Espagne & le Portugal l'aggraver par l'inquisition , & que nos derniers ministres ont osé , malgré l'opinion publique , se conjurer contre la liberté nationale ? Ah ! ne nous flattons pas ; malgré cette souveraine du monde , craignons d'avoir toujours de bons rois horriblement trompés , de mauvais ministres abusant du veto royal , & des orateurs qui les défendront.

On souscrit à Paris , chez C U S S A C , libraire , au Palais-Royal . N^{os}. 7 & 8 , & chez les principaux libraires de l'Europe.

Le prix de chaque abonnement, de 30 numéros, est de 6 liv. pour Paris, & de 7 liv. 10 s. franc de port dans tout le royaume; on est prié d'affranchir le port des lettres & de l'argent.

Le prix de chaque abonnement de 30 numéros, est de
deux francs. On peut aussi souscrire pour un an, à franc de port, dans
tout le royaume; on est tenu d'adresser le port des
lettres de la France.

Les abonnements se font par semestres, et par années.
On peut aussi souscrire pour un an, à franc de port, dans
tout le royaume; on est tenu d'adresser le port des
lettres de la France.

Les abonnements se font par semestres, et par années.
On peut aussi souscrire pour un an, à franc de port, dans
tout le royaume; on est tenu d'adresser le port des
lettres de la France.

Les abonnements se font par semestres, et par années.
On peut aussi souscrire pour un an, à franc de port, dans
tout le royaume; on est tenu d'adresser le port des
lettres de la France.

Les abonnements se font par semestres, et par années.
On peut aussi souscrire pour un an, à franc de port, dans
tout le royaume; on est tenu d'adresser le port des
lettres de la France.

Les abonnements se font par semestres, et par années.
On peut aussi souscrire pour un an, à franc de port, dans
tout le royaume; on est tenu d'adresser le port des
lettres de la France.

Les abonnements se font par semestres, et par années.
On peut aussi souscrire pour un an, à franc de port, dans
tout le royaume; on est tenu d'adresser le port des
lettres de la France.

Les abonnements se font par semestres, et par années.
On peut aussi souscrire pour un an, à franc de port, dans
tout le royaume; on est tenu d'adresser le port des
lettres de la France.